

- 6 JUIL. 2015

DDTM du Nord / SEE

SEE	A	I	P
I.Doresse			
S.Menaceur			
Police de l'eau	✓		
BCC			
PPPP			
MISEN / AT			
OSPEAC			
A Attributor			
I Information			
P Participation			

**Direction Départementale des
Territoires et de la Mer (DDTM)**
Service Eau et Environnement
Cellule Police de l'Eau
Secteur Nord
62, Boulevard de Belfort
B.P. 289

59 019 LILLE Cedex

SERVICE ASSAINISSEMENT

Nos Réf. : JF/AT
Affaire suivie par Julien FAILLE /
☎ : 03.20.66.43.24

WASQUEHAL, le 02 juillet 2015

**OBJET / Etude préalable à l'épandage agricole des boues de la station d'épuration de
NEUVILLE-SUR-ESCAUT -**

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint, pour instruction, l'étude préalable à l'épandage agricole des boues de la station d'épuration de NEUVILLE-SUR-ESCAUT en trois exemplaires.

Je vous en souhaite bonne réception. Mon collaborateur Julien FAILLE demeure à votre disposition pour toutes informations complémentaires éventuelles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

SPE 59 / REÇU LE

- 7 JUIL. 2015

N° 1050

Le Directeur Général,

B. POYET

P.J. / 3 dossiers EPE



PRÉFECTURE DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
L'EPANDAGE DES BOUES D'EPURATION DE LA STATION DE NEUVILLE-SUR-
ESCAUT

COMMUNES D'ABSCON , BOUCHAIN, ESCAUDAIN, MASTAING, ROEULX

DOSSIER N° 59-2015-00097
LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS
Le préfet du NORD

Commandeur de l'Ordre national du mérite

Officier de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret no 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 06/07/15, présenté par NOREADE, enregistré sous le n° 59-2015-00097 et relatif à : L'EPANDAGE DES BOUES D'EPURATION DE LA STATION DE NEUVILLE-SUR-ESCAUT ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**NOREADE
23 avenue de la Marne - BP 101
59443 WASQUEHAL Cédex**

concernant :

EPANDAGE DES BOUES D'EPURATION DE LA STATION DE NEUVILLE-SUR-ESCAUT

dont la réalisation est prévue dans les communes d'ABSCON, BOUCHAIN, ESCAUDAIN, MASTAING, ROEULX.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, étant : 1° Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (A) 2° Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an (D) Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées.	Déclaration	Arrêté du 08 janvier 1998

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 06/09/2015, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies d'ABSCON, BOUCHAIN, ESCAUDAIN, MASTAING, ROEULX où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage aux mairies des communes d'ABSCON, BOUCHAIN, ESCAUDAIN, MASTAING, ROEULX par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ALILLE, le

23 JUL. 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Cellule Police de l'Eau,

Lionel STANISLAVE

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 08 janvier 1998

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service Eau Environnement

Unité Police de l'Eau

Monsieur le Directeur Général
de NOREADE
23, avenue de la Marne
CS 90101

59443 WASQUEHAL cédex

Recommandé avec avis de réception

667/RE

Lille, le 30 MAI 2016

Monsieur le Directeur Général,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement concernant :

« l'épandage des boues de la station de traitement des eaux usées de Neuville-sur-Escaut »
pour lequel un récépissé de déclaration vous a été délivré le 23 juillet 2015, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration, **sous réserve de la prise en compte de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières en date du 17 mai 2016**, joint au présent courrier. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Cet accord est basé sur le dossier déposé le 06 juillet 2015, complété les 29 septembre 2015 et 1^{er} février 2016.

Je vous serais obligé de bien vouloir me retourner, aussitôt que possible, daté et signé, l'accusé de réception ci-joint.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées aux mairies d'Abscon, Bouchain, Escaudain, Mastaing, Neuville-sur-Escaut et Roeux, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord pendant une période d'au moins six mois.

.../...

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h-12h30 - 13h30-17h
Tél. : 03 28 03 83 00 - Fax : 03 28 03 83 10
62 Boulevard de Belfort - CS 90007 - 59042 Lille Cedex

Rachida JOETS en charge de l'instruction de votre dossier, enregistré sous le n°59-2015-00097 se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. : 03 28 03 86 35 – mail : rachiad.joets@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORRESSE

Copie à Monsieur le Responsable de la Délégation Territoriale du Valenciennois

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service Eau Environnement

Unité Police de l'Eau

668/RE

Monsieur le Maire
de la Commune de Neuville-sur-Escaut
Rue Jean Jaurès

59293 NEUVILLE-SUR-ESCAUT

Lille, le **30 MAI 2016**

Monsieur le Maire,

Je vous de trouver sous ce pli, conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par NOREADE, en date du 06 juillet 2015, complété les 29 septembre 2015 et 1^{er} février 2016, concernant l'opération suivante : « **épandage des boues de la station de traitement des eaux usées de Neuville-sur-Escaut** ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copies de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration, du récépissé de déclaration et de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières en date du 17 mai 2016.

A l'issue de cet affichage je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Rachida JOETS, en charge de l'instruction de ce dossier, enregistré sous le n°59-2015-00097, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. : 03 28 03 86 35 – mail : rachida.joets@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Responsable de la Délégation Territoriale du Valenciennois



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service Eau Environnement

Unité Police de l'Eau

669/RE

VOIR LISTE DES MAIRIES CI-APRES

Lille, le 30 MAI 2016

Messieurs les Maires,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copies :

- de la décision de monsieur le Préfet,
- du récépissé de déclaration,
- de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières en date du 17 mai 2016,

concernant la déclaration déposée par NOREADE, en date du 06 juillet 2015, complétée les 29 septembre 2015 et 1^{er} février 2016, concernant l'opération suivante « **épandage des boues de la station de traitement des eaux usées de Neuville-sur-Escaut** ».

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Un exemplaire du dossier de déclaration est disponible en mairie de Neuville-sur-Escaut.

Rachida JOETS, en charge de l'instruction de ce dossier, enregistré sous le n°59-2015-00097, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. : 03 28 03 86 35 – mail : rachida.joets@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Messieurs les Maires, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,


Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Responsable de la Délégation Territoriale du Valenciennois

LISTE DES MAIRIES DESTINATAIRES

- **Monsieur le Maire d'Abscon**
15, place du Général de Gaulle
59125 ABSCON
- **Monsieur le Maire de Bouchain**
128, rue Henri Bocquet
59111 BOUCHAIN
- **Monsieur le Maire d'Escaudain**
16, rue Paul Bert - BP 9
59124 ESCAUDAIN
- **Monsieur le Maire de Mastaing**
Rue Jean Jaurès
59172 MASTAING
- **Monsieur le Maire de Roeulx**
Place Gilbert Henri
59172 ROEULX



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service eau environnement
Unité police de l'eau

**Arrêté préfectoral portant prescriptions particulières
concernant l'épandage des boues de la station de traitement des eaux usées
de Neuville-sur-Escaut**

Le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie

Préfet du Nord

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la Directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (Directive ERU) ;

Vu la Directive n°2000/60 du 23 octobre 2000 (Directive-cadre sur l'eau) ;

Vu la Directive n°86/278 modifiée du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998, modifié par arrêté du 3 juin 1998, fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 relatif au 5^{ème} programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois Picardie approuvé le 20 novembre 2009 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant M. Michel LALANDE, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord à compter du 4 mai 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu la demande présentée le 06 juillet 2015 par NOREADE et complétée le 24/09/15 et le 01/02/16, enregistrée sous le n° 59-2015-00097 et relative à l'épandage des boues d'épuration de la station de Neuville-sur-Escaut ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 23 juillet 2015 ;

Vu le porter à connaissance du pétitionnaire en date du 14 mars 2016 du projet d'arrêté statuant sur sa demande et lui accordant un délai d'un mois pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 11 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du SATEGE en date du 03 août 2015 ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer et du Secrétaire général de la Préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet de l'autorisation

NOREADE est autorisé à réaliser l'épandage des boues de la station de traitement des eaux usées de Neuville-sur-Escaut, conformément aux dispositions mentionnées dans son dossier de déclaration du 06 juillet 2015 complété le 24 septembre 2015 et le 1^{er} février 2016, et dans le présent arrêté.

La rubrique de la nomenclature définie à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime
2.1.3.0	Épandage des boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : 1) Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (A) ; 2) Quantité de matière sèche supérieure comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total comprise entre 0,15 t/an et 40 t/an (D)	Déclaration (la quantité de matière sèche produite à charge nominale est de 68 t/an et celle d'azote de 2,89 t/an

Article 2

Les communes comprises dans le périmètre d'épandage sont : Abscon, Bouchain, Escaudain, Mastaing, Roeulx dans le département du Nord.

La surface totale épandable est de 96 ha.

Le détail du parcellaire agricole recevant ces boues est précisé dans le dossier réglementaire.

Article 3 – Superposition de plans d'épandage

La superposition de plans d'épandage est interdite au cours d'une année culturale sur une même parcelle.

La superposition de plans d'épandage sur plusieurs années culturales n'est autorisée que s'il y a complémentarité agronomique des boues.

Article 4 – Traitement et stockage des boues

A l'issue du traitement épuratoire, les boues biologiques sont extraites du clarificateur vers un silo de 459 m³ correspondant au stockage de 2 mois à charge nominale et 9 mois à charge actuelle.

Les boues liquides produites seront chaulées et déshydratées sur place par filtre-presse mobile et stockées sur place sur une aire de stockage bétonnée de 150 m² permettant d'assurer un stockage d'au moins 6 mois avant valorisation agricole.

Article 5 - Qualité des boues et précautions d'usage

Les boues ne peuvent pas être épandues si elles ne respectent pas les conditions prévues par l'article 11 de l'arrêté du 8 janvier 1998 (teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols, teneurs en éléments ou composés-traces dans les boues, flux, cumulé sur une durée de dix ans, pH des sols, ...).

Les recommandations des fiches Aptisole seront strictement respectées.

La définition des boues solides, stabilisées, hygiénisées est reprise à l'article 12 de ce même arrêté du 8 janvier 1998.

Article 6 - Protection des captages, distances minimales et zones interdites

L'épandage est interdit dans les périmètres de protection rapprochés des captages, et réglementé dans les périmètres de protection éloignés des captages par les arrêtés préfectoraux annexés aux documents d'urbanisme.

L'épandage est interdit :

- sur les sols en pente s'il conduit à un ruissellement en dehors des parcelles autorisées ;
- sur les sols pris en masse par le gel sur plus de 20 cm de profondeur ;
- sur les sols inondés ou détremés, sauf cultures aquatiques ;
- sur les sols enneigés.

L'épandage est réglementé dans les conditions des tableaux suivants, qui intègrent les dispositions de :

- l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié, fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles (1) ;
- l'arrêté du 19 décembre 2011, complété par l'arrêté en date du 23 octobre 2013, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole (2) ;
- l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014, relatif au 5^{ème} programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (3)

En cas d'évolution de la réglementation, la règle la plus contraignante sera appliquée automatiquement.

Nature des activités à protéger	Distance d'isolement minimale	Domaine d'application
Puits, forages, sources aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées	35 mètres	Tous types de boues et pente du terrain inférieure à 7%

Nature des activités à protéger	Distance d'isolement minimale	Domaine d'application
utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères (1)	100 mètres	Tous types de boues et pente supérieure à 7%
Plans d'eau (1)	200 mètres des berges	Boues non stabilisées ou non solides et pente du terrain supérieure à 7%
	100 mètres des berges	Boues solides et stabilisées et pente du terrain supérieure à 7%
	5 mètres des berges	Boues stabilisées et enfouies dans le sol immédiatement après l'épandage, pente du terrain inférieure à 7%
	35 mètres des berges	Autres cas
Cours d'eau	200 mètres des berges	boues non stabilisées ou non solides et pente du terrain supérieure à 7% (1)
	100 mètres des berges	Boues solides et stabilisées et pente du terrain supérieure à 7% (1)
	10 mètres des berges	Lorsque les 3 conditions suivantes sont réunies : - Boues stabilisées et enfouies dans le sol immédiatement après l'épandage, pente du terrain inférieure à 7% (1) - Lorsqu'une couverture végétale permanente de 10 mètres et ne recevant aucun intrant est implantée en bordure du cours d'eau (2) - Cours d'eau non BCAE (3)
	35 mètres des berges	Autres cas
Immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, zones de loisirs ou établissements recevant du public (1)	Sans objet	Boues hygiénisées, boues stabilisées et enfouies dans le sol immédiatement après l'épandage
	100 mètres	Autre cas
Zones conchylicoles (1)	Sans objet	

Nature et activités à protéger	Délai minimum	Domaine d'application
Herbages ou cultures fourragères	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères	Boues hygiénisées

Nature et activités à protéger	Délai minimum	Domaine d'application
	Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères	Autre cas
Terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation	Tous types de boues
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommées à l'état cru	Dix mois avant la récolte, et pendant la récolte elle-même	Boues hygiénisées
	Dix-huit mois avant la récolte, et pendant la récolte elle-même	Autre cas

Article 7 – Délai d'enfouissement après épandage

L'épandage puis l'enfouissement se feront dans un délai maximal de 48 heures, et seront immédiats pour les parcelles situées, tout ou partie, à moins de 100 m des habitations, sauf en ce qui concerne les parcelles en prairies permanentes. Le retournement de ces prairies, pour enfouissement notamment, est interdit en zone vulnérable aux nitrates.

Article 8 - Calendrier d'épandage

Le calendrier d'épandage devra être conforme à la réglementation en vigueur. Le calendrier actuellement en vigueur est celui de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2013, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, qui se trouve en annexe 2, et complété par l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014.

Pour application de ce calendrier, les boues sont considérées :

- de type I si C/N (rapport entre les quantités de carbone et d'azote contenues dans les boues) est supérieur à 8 ;
- de type II si C/N est inférieur ou égal à 8.

Article 9 – Programme Prévisionnel d'Épandage et Bilan Annuel

Le programme prévisionnel d'épandage des boues doit être transmis au Service en charge de la Police de l'Eau et au SATEGE au plus tard un mois avant le début de la campagne d'épandage.

Les mairies concernées pourront solliciter auprès de l'exploitant ou du maître d'ouvrage les informations suivantes :

- les résultats d'analyse des boues (notamment ETM et CTO) ;
- les dates prévisionnelles d'épandage.

Un bilan quantitatif et qualitatif des boues épandues doit être réalisé annuellement. Ce bilan, établi selon les prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 1998, doit être transmis au Service en charge de la Police de l'Eau et au SATEGE au plus tard en même temps que le programme annuel d'épandage de la campagne suivante.

Il conviendra d'actualiser les capacités de stockage évoquées à l'article 4 pour garantir une autonomie de stockage d'au moins 6 mois, dès lors qu'une augmentation significative de la production sera prévisible en raison notamment des travaux programmés de raccordement, ou sera constatée.

Les modalités de surveillance (fréquence d'analyse des boues, méthodes de préparation d'échantillonnage et d'analyse, paramètres, ...) seront conformes à ce même arrêté.

En outre, seront établis et fournis selon les mêmes modalités :

- le coefficient C/N,
- l'analyse de complémentarité agronomique des boues pour les parcelles concernées par une superposition de plans d'épandage.

Par ailleurs la remise du plan d'épandage au service en charge de la police de l'eau ainsi qu'au SATEGE devra être faite au format SANDRE.

Les bilans devront également être transmis au format SANDRE.

De manière générale, le SATEGE sera destinataire chaque année du plan prévisionnel d'épandage, de la synthèse du registre et du bilan agronomique.

Article 10 - Conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Toute modification intervenant dans le détail du parcellaire agricole recevant ces boues sera transmis annuellement.

Article 11 - Caractère et durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au Code de l'Environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de fonctionnement.

Article 12 - Transfert de l'autorisation à un autre bénéficiaire

Conformément à l'article R 214-45 du Code de l'Environnement, le nouveau bénéficiaire doit se déclarer auprès du préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage ou le début de l'exercice de son activité.

Article 13 - Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'accident ou de l'incident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.
Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 14 - Accès aux installations et contrôles

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'Environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 15 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation n'autorise entre autres pas à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

Article 16 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 17 - Recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an suivant sa publication ou son affichage dans les conditions de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement.

Article 18 - Publication

Le présent arrêté sera publié sur les sites internet des services de l'État dans le Nord.

Un exemplaire sera affiché dans la mairie des communes de : Abscon, Bouchain, Escaudain, Mastaing, Neuville-sur-Escaut, Roeux pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le soin des Maires.

Article 19 – Exécution et diffusion de l'arrêté

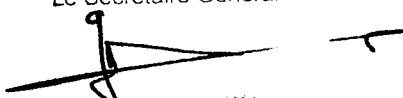
Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de NOREADE, et dont copie sera adressée, par la direction départementale des territoires et de la mer du Nord :

- aux maires des communes de : Abscon, Bouchain, Escaudain, Mastaing, Neuville-sur-Escout, Roeulx,
- au sous-préfet de l'arrondissement de Valenciennes,
- au directeur de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas de Calais Picardie,
- au directeur de l'Agence de l'Eau Artois Picardie,
- au directeur du SATEGE Nord-Pas-de-Calais Picardie.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **17 MAI 2016**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Gilles BARSACQ

Annexe 1 : Tableau du parcellaire agricole recevant les boues issues de la station de traitement des eaux usées de Neuville-sur-Escout et cartographie des aptitudes des parcelles concernées par le plan d'épandage

Annexe 2 : Calendrier de l'arrêté du 25 juillet 2014 relatif au 5^{ème} programme d'actions régional à mettre en œuvre dans les zones vulnérables

Relevé parcellaire

Dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT



POULAIN Gérard

9 rue du Condorcet

59172 MASTAING

Ref UP	Ilot Pac	Code postal	Commune	Lambert X	Lambert Y	Apt 0	Apt 1	Apt 2	Surface totale	SPE	Cause d'exclusion
0558AA	15	59215	ABSCON	720 860,40	7 025 944,00	0,52	1,12		1,64	1,12	Habitations
0558AB	16	59215	ABSCON	720 786,70	7 024 660,00		12,00		12,00	12,00	
0558AC	6	59172	MASTAING	720 261,10	7 023 184,00	0,01	3,15		3,16	3,15	Habitations
0558AD	7	59172	MASTAING	720 172,40	7 023 570,00		3,34		3,34	3,34	
0558AE	9	59172	MASTAING	720 690,30	7 023 112,00		4,94		4,94	4,94	
0558AF	11	59172	MASTAING	721 051,40	7 023 340,00	0,35	0,36		0,71	0,36	Habitations
0558AG	12	59172	MASTAING	721 126,90	7 022 993,00	1,73	19,10		20,83	19,10	Habitations
0558AH	3	59172	MASTAING	721 190,80	7 022 323,00	0,00	13,41		13,41	13,41	Habitations
0558AI	4	59111	BOUCHAIN	720 994,40	7 022 143,00		2,60		2,60	2,60	
0558AJ	5	59111	BOUCHAIN	720 501,10	7 022 205,00		0,63		0,63	0,63	
0558AK	13	59172	MASTAING	721 838,30	7 022 518,00		0,75		0,75	0,75	
TOTAL						2,61	61,40		64,01	61,40	

Nbre de parcelles : 11

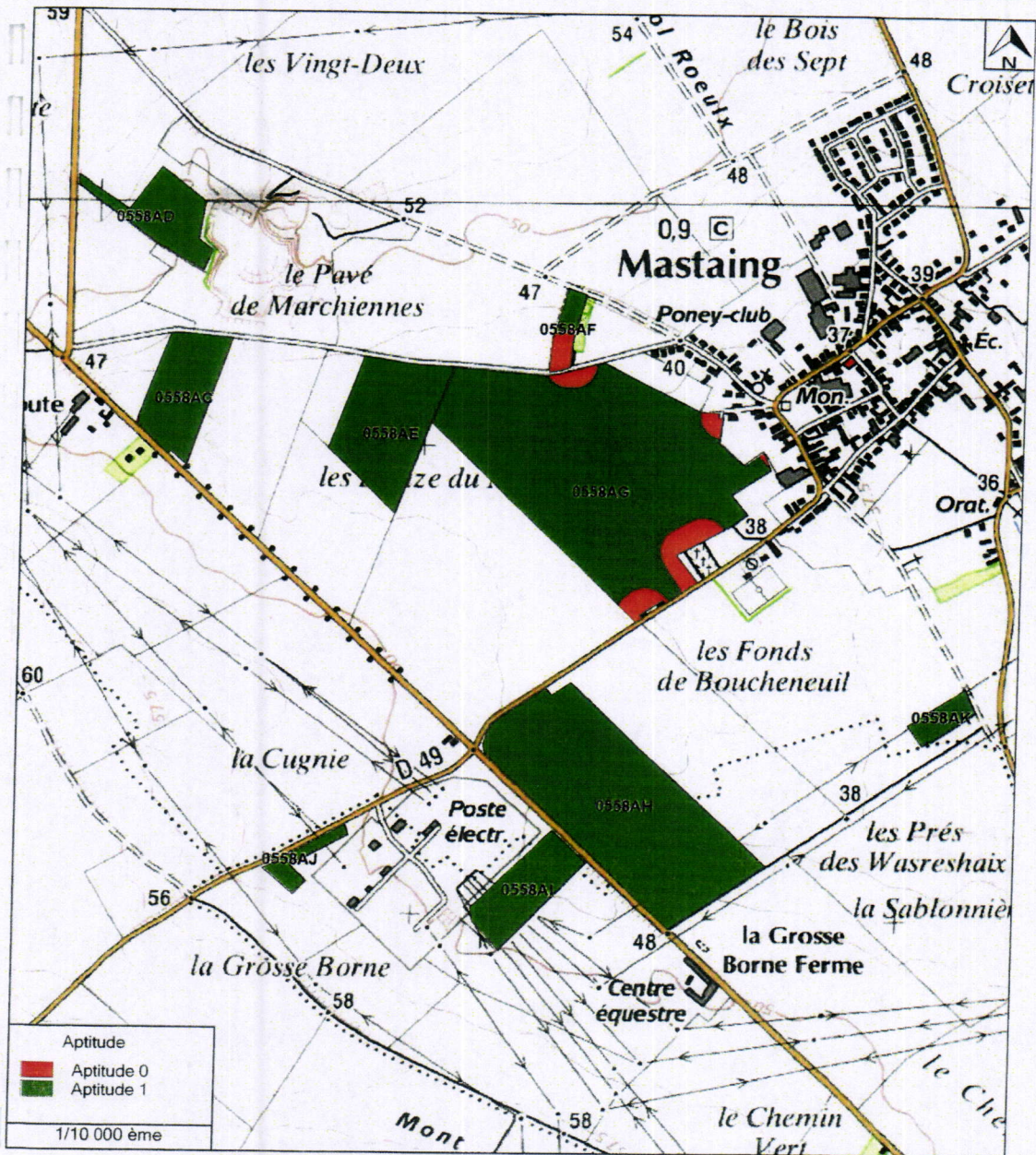
**VU POUR ETRE ANNEXE à mon acte
en date du 17 MAI 2016**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Gilles BARSAUCQ

Cartographie des aptitudes

Dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT



Cartographie des aptitudes

Dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT



Relevé parcellaire

Dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT



HUART Christophe EARL DU BAILLON
26, rue Henri Durre
59172 MASTAING

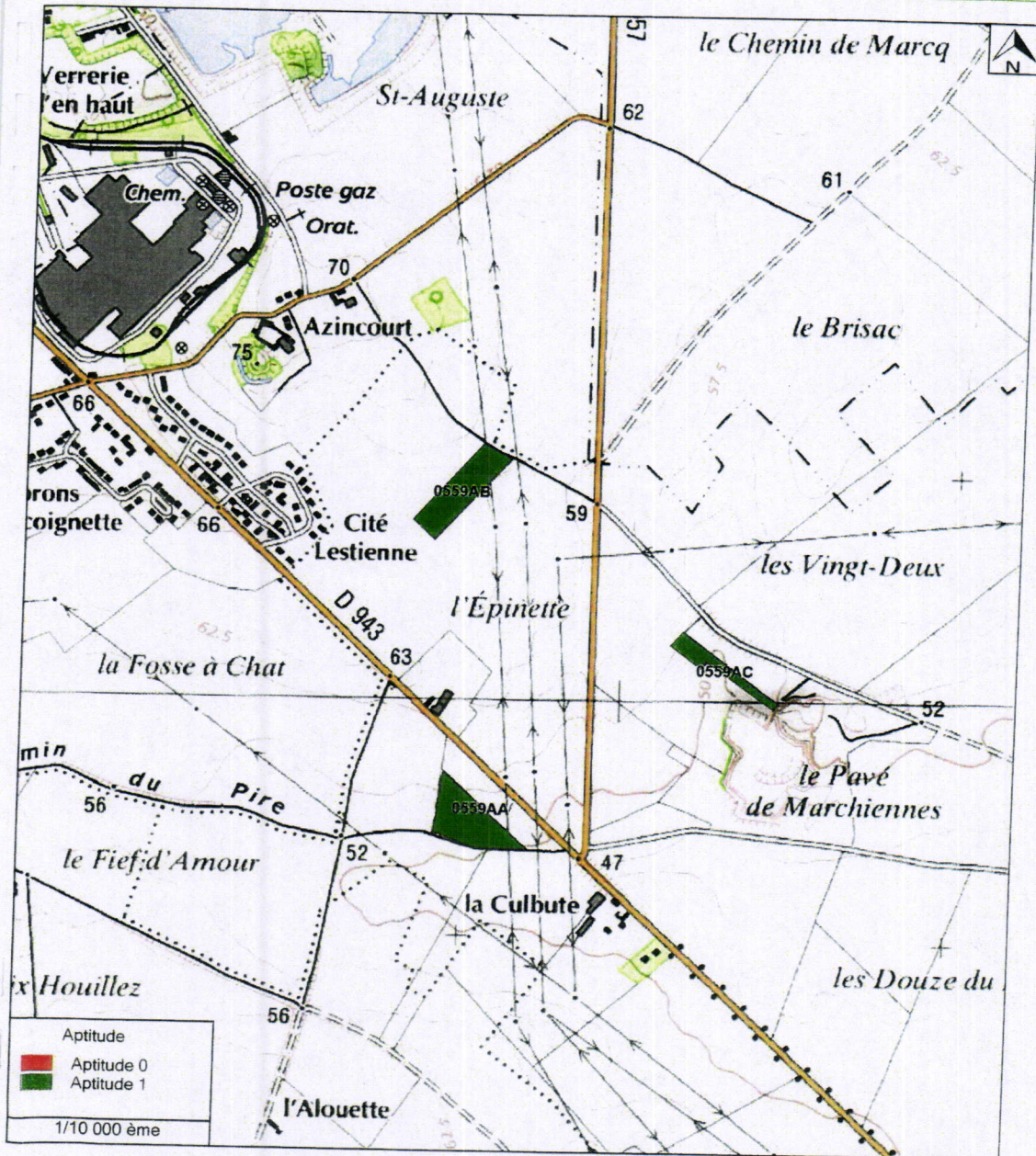
Ref UP	Ilot Pac	Code postal	Commune	Lambert X	Lambert Y	Apt 0	Apt 1	Apt 2	Surface totale	SPE	Cause d'exclusion
0559AA	17	59172	MASTAING	719 804,70	7 023 369,00		1,50		1,50	1,50	
0559AB	18	59172	MASTAING	719 745,40	7 024 048,00		1,49		1,49	1,49	
0559AC	19	59172	MASTAING	720 298,70	7 023 673,00		0,65		0,65	0,65	
0559AD	3	59172	MASTAING	721 357,90	7 022 452,00	0,13	10,90		11,03	10,90	Habitations
0559AE	5	59172	MASTAING	721 739,10	7 022 722,00	0,50	5,22		5,72	5,22	Habitations
0559AF	6	59172	MASTAING	721 805,10	7 022 993,00	0,56	2,87		3,43	2,87	Habitations
0559AG	20	59111	BOUCHAIN	720 466,80	7 022 148,00		0,20		0,20	0,20	
0559AH	1	59111	BOUCHAIN	724 010,00	7 022 703,00	0,37	0,79		1,16	0,79	Habitations + Cours d'eau pente <7%
0559AI	7	59172	MASTAING	722 786,90	7 022 918,00	15,25	0,09		15,34	0,09	Périmètre de captage
0559AJ	10	59172	MASTAING	723 500,40	7 022 740,00	0,49			0,49	0,00	Périmètre de captage
0559AK	11	59172	ROEULX	723 653,30	7 022 811,00	1,00	1,59		2,59	1,59	Habitations
0559AL	2	59111	BOUCHAIN	722 978,30	7 021 680,00	1,83	3,21		5,04	3,21	Habitations + Puits pente <7%

Ref. UP	Ilot Pac	Code postal	Commune	Lambert X	Lambert Y	Apt 0	Apt 1	Apt 2	Surface totale	SPE	Cause d'exclusion
0559AM	8	59172	MASTAING	723 257,80	7 022 686,00	0,23	0,00		0,23	0,00	Périmètre de captage
0559AN	21	59111	BOUCHAIN	723 075,60	7 021 920,00		0,79		0,79	0,79	
0559AO	22	59111	BOUCHAIN	723 163,60	7 021 900,00	0,02	0,22		0,24	0,22	Puits pente <7%
0559AP	4	59124	ESCAUDAIN	723 750,80	7 025 113,00	5,16	0,03		5,19	0,03	Périmètre de captage
0559AQ	12	59172	ROEULX	722 958,60	7 023 360,00	2,54	0,01		2,55	0,01	Périmètre de captage
0559AR	13	59172	ROEULX	722 501,20	7 024 214,00		8,35		8,35	8,35	
TOTAL						28,05	37,94		65,99	37,94	

Nbre de parcelles : 18

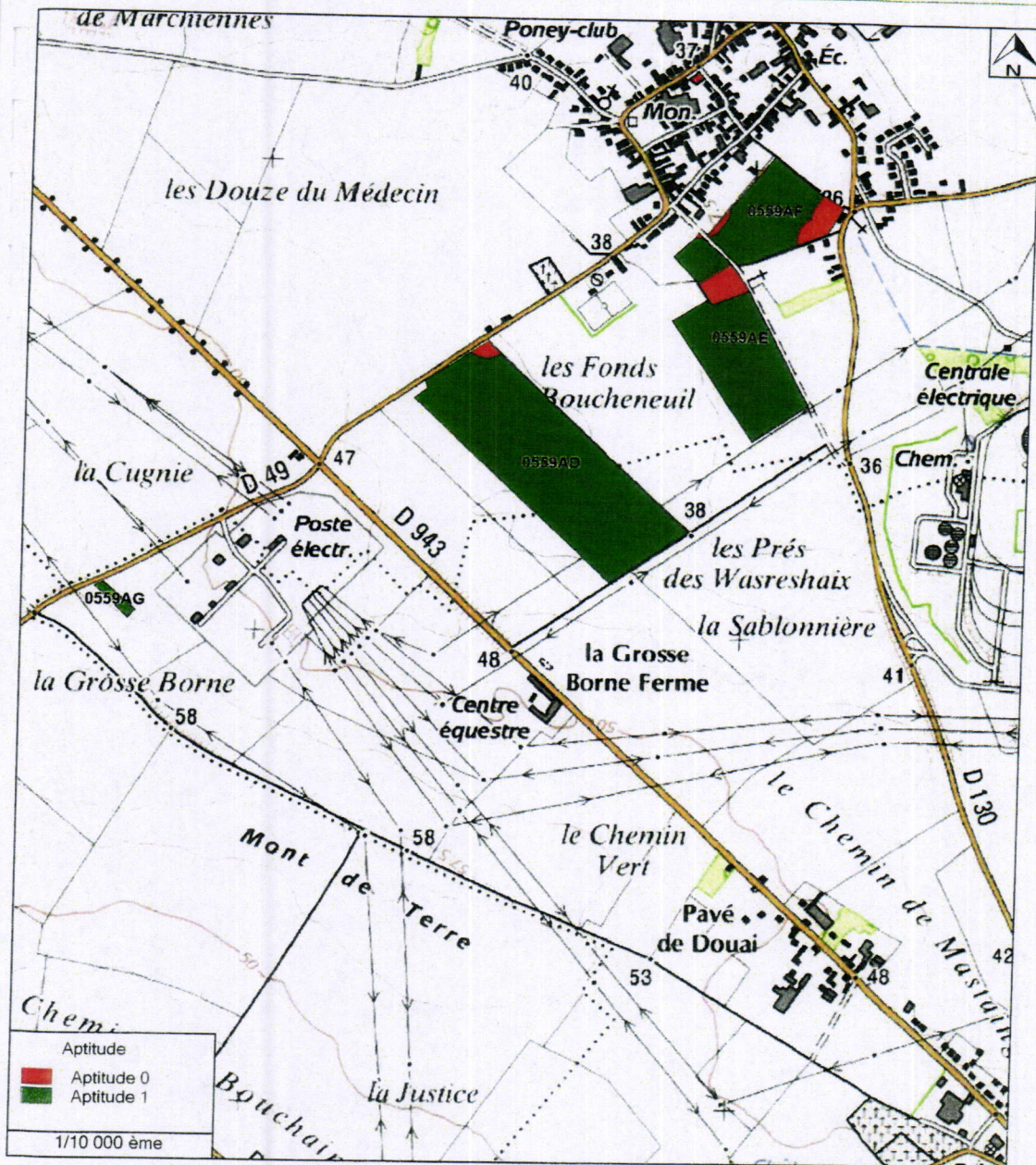
Cartographie des aptitudes

Dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT



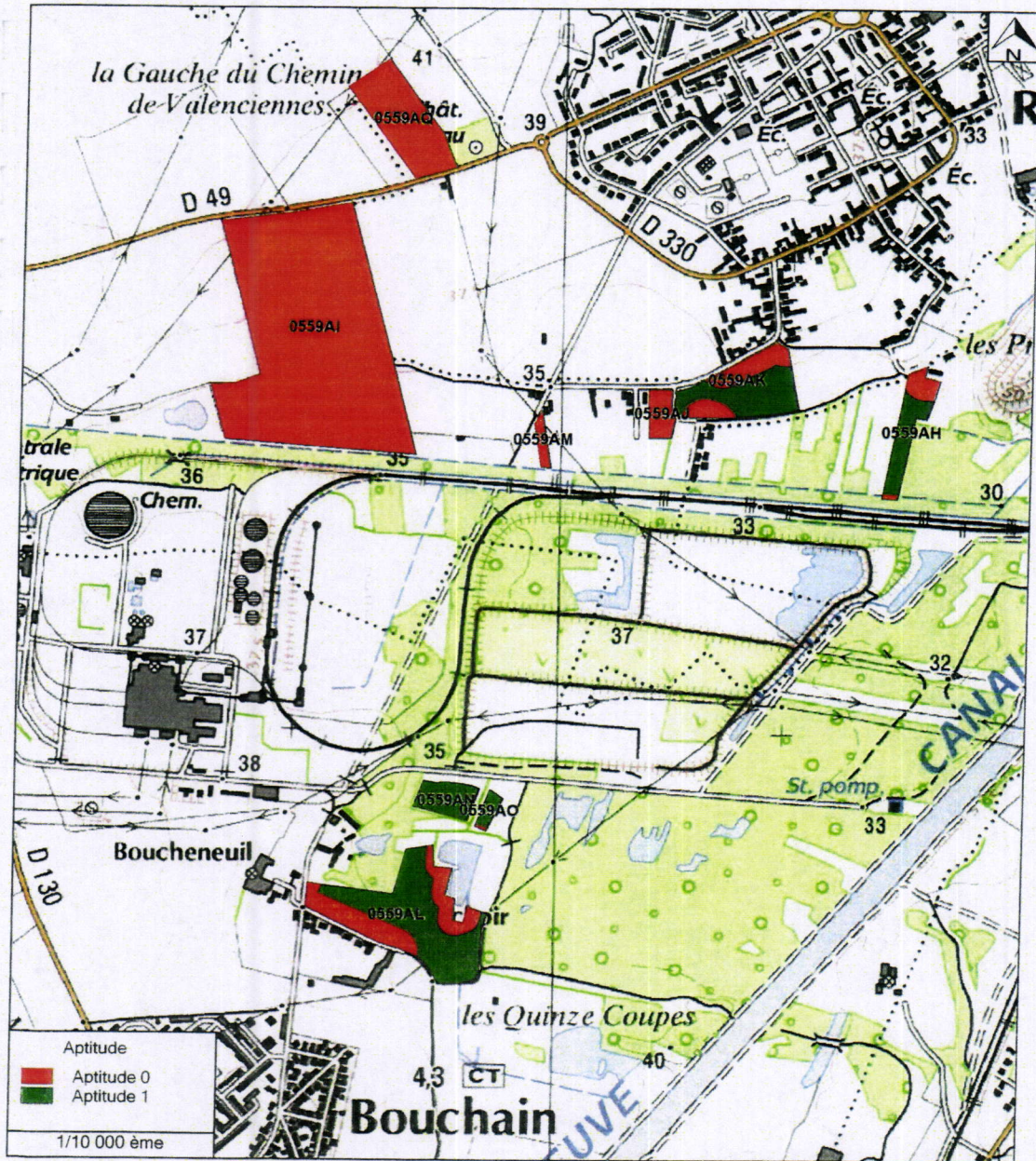
Cartographie des aptitudes

Dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT



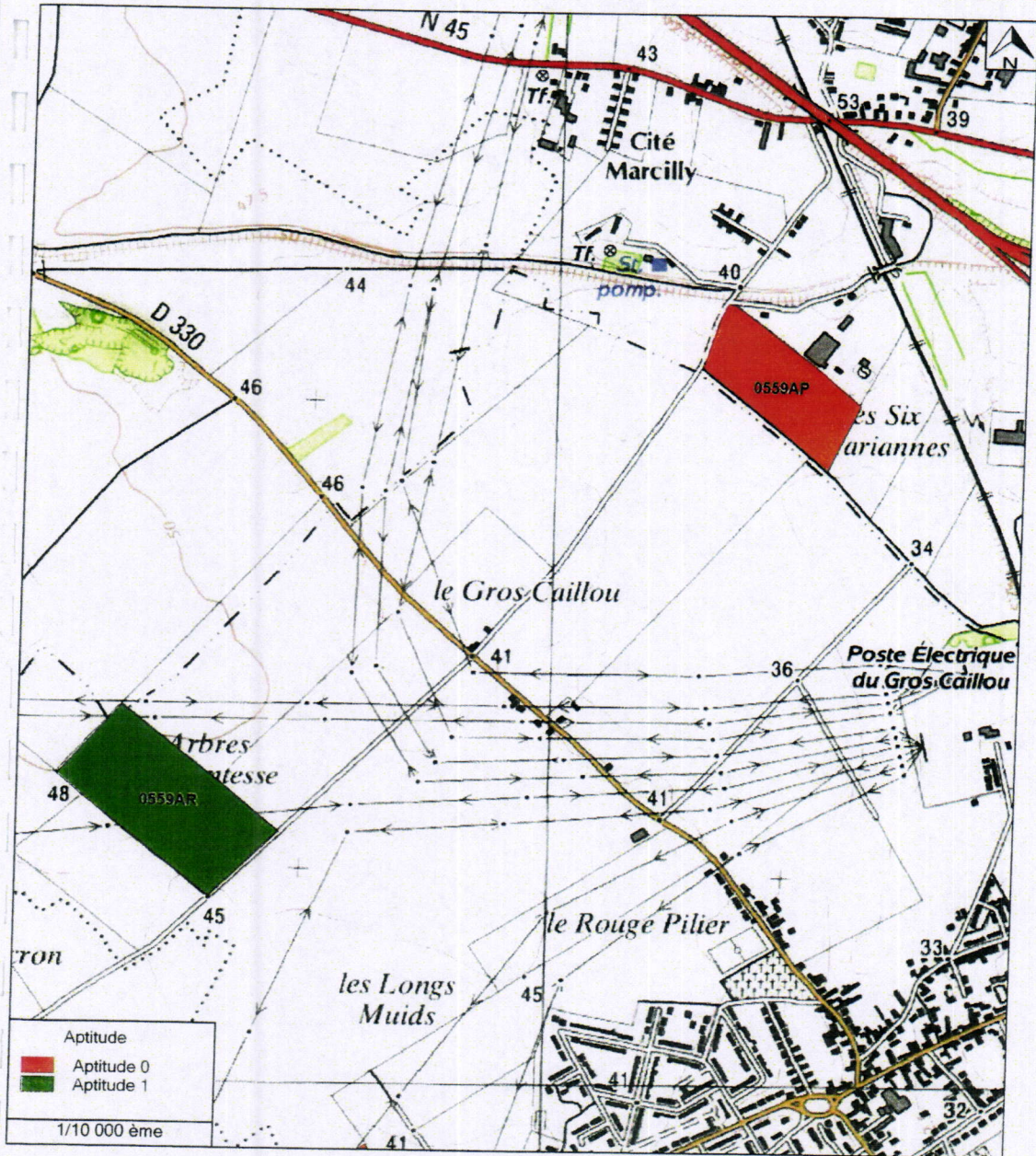
Cartographie des aptitudes

Dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT



Cartographie des aptitudes

Dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT



EVALUATION DE L'APTITUDE DES SOLS A L'EPANDAGE
Synthèse des conseils de pratiques agronomiques par plan d'épandage

Nom du dossier : NEUVILLE SUR ESCAUT

boue d'épuration déshydratée par centrifugeuse chauffée

C/N Inférieur à 8

N° Ilot	Nom parcelle	Sondage	Part de la parcelle présentée par ce sondage	Surface à la parcelle		Etude d'Aptitude Agronomique à l'Épandage à la Parcelle						
				Surface totale en ha	Surface du type de sol en ha	Texture de l'horizon labouré	Sensibilité à la battance	Pente	Risque de lessivage (RUP) Pluie hivernale)	Durée de l'engorgement	Aptitude à l'épandage	
19	0559AC	0559AC-S1	100%	0,65	0,65	Limon	2,8125	pente moyenne	1,06	pas de durée d'engorgement avérée	1	
Épandage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place												
6	0558AC	0558AC-S1	100%	3,16	3,16	Limon	2,8125	pente moyenne	1,03	pas de durée d'engorgement avérée	1	
Épandage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place												
5	0559AE	0559AE-S1	100%	5,72	5,72	Limon argileux	1,96875	pente faible	1,09	pas de durée d'engorgement avérée	1	
Épandage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place												
3	0558AH	0558AH-S1	50%	13,41	6,705	Limon	2,8125	pente faible	1,06	pas de durée d'engorgement avérée	1	
Épandage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place												
5	0558AJ	0558AJ-S1	100%	0,63	0,63	Limon	2,8125	pente faible	1,00	pas de durée d'engorgement avérée	1	
Épandage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place												
2	0559AL	0559AL-S1	100%	5,04	5,04	Limon	2,109375	pente faible	1,00	faible durée d'engorgement < 2 mois	1	
Épandage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place, pas d'épandage en période d'engorgement du sol												

11	0558AF	0558AF-S1	100%	0,71	0,71	Limon	2,8125	pente faible	0,33	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage fractionné en dehors de la période hivernale, suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											
9	0558AE	0558AE-S1	100%	4,94	4,94	Limon	2,8125	pente faible	0,33	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage fractionné en dehors de la période hivernale, suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											
12	0558AG	0558AG-S1	50%	20,83	10,415	Limon	2,8125	pente faible	0,33	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage fractionné en dehors de la période hivernale, suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											
12	0558AG	0558AG-S2	50%	20,83	10,415	Limon	2,8125	pente faible	1,06	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											
7	0559AI	0559AI-S1	50%	15,34	7,67	Limon	2,8125	pente faible	1,01	durée d'engorgement de 2 à 6 mois	1
Injection directe ou enfouissement dans les 12h ou épannage sur couvert végétal en place, pas d'épannage en période d'engorgement du sol, les épannages de printemps recommandés											
11	0559AK	0559AK-S1	100%	2,59	2,59	Limon	2,8125	pente faible	0,99	durée d'engorgement de 2 à 6 mois	1
Injection directe ou enfouissement dans les 12h ou épannage sur couvert végétal en place, pas d'épannage en période d'engorgement du sol, les épannages de printemps recommandés											
7	0559AI	0559AI-S2	50%	15,34	7,67	Limon	2,8125	pente faible	0,98	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											
18	0559AB	0559AB-S1	100%	1,49	1,49	Limon	2,8125	pente faible	0,98	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											
16	0558AB	0558AB-S1	50%	12	6	Limon	2,8125	pente faible	0,96	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											
16	0558AB	0558AB-S2	50%	12	6	Limon	2,8125	pente faible	0,96	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											

4	0559AP	0559AP-S1	100%	5,19	5,19	Limons pur	4,78125	pente faible	0,76	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											
15	0558AA	0558AA-S1	100%	1,64	1,64	Limons	2,8125	pente faible	0,93	faible durée d'engorgement < 2 mois	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place, pas d'épandage en période d'engorgement du sol											
17	0559AA	0559AA-S1	100%	1,5	1,5	Limons	2,8125	pente moyenne	0,29	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage fractionné en dehors de la période hivernale, suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place											
3	0558AH	0558AH-S2	50%	13,41	6,705	Limons	2,8125	pente faible	1,05	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place											
13	0559AR	0559AR-S1	100%	8,35	8,35	Limons	2,8125	pente faible	0,99	pas de durée d'engorgement avérée	1
Epannage suivi de l'implantation d'un couvert végétal ou sur couvert végétal en place.											

Annexe 2

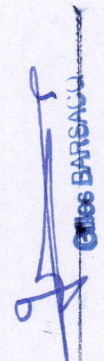
Calendrier de l'arrêté du 25 juillet 2014 relatif au 5^{ème} programme d'actions régional à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables.

		juil	aoû	sep	oct	nov	dec	jan	fév	mar	avr	mai	juin
Type I	grandes cultures implantées à l'automne												
	épinards d'hiver, choux d'hiver et poireaux												
	autres légumes implantés en été - automne												
	sans CIPAN												
cultures et légumes de printemps	1 (c)												
	2												
prairies implantées depuis + 6 mois dont luzerne	1												
	2												
grandes cultures implantées à l'automne ou en fin d'été	colza												
	épinards d'hiver, choux d'hiver et poireaux												
Type II	autres légumes implantés en été - automne												
	cultures et légumes de printemps (d)												
prairies implantées depuis + 6 mois dont luzerne (f)	avec CIPAN ou culture dérobée (a)												
	cultures et légumes implantés à l'automne ou en fin d'été												
colza, escourgeon	épinards d'hiver, choux d'hiver et poireaux												
	cultures et légumes de printemps (e)												
Type III	prairies implantées depuis + 6 mois dont luzerne												
	sols non cultivés												
Types I, II, III	autres cultures (céréales, porte-graines)												
	1 : fumiers compacts pailleux et composts d'effluents d'élevage, effluents à CN > 25												
2 : autres effluents													
(a) : apports maximum de 70kg N efficace/ha													
(b) : apports autorisés lors de l'implantation de la culture dérobée sous réserve de calcul de la dose													
(c) : épandage d'effluents papeteriers dont le CIN > 30 autorisé durant cette période sans CIPAN													
(d) : épandage d'effluents peu chargés autorisé jusqu'au 31 août en présence d'une culture dans la limite de 60 kg N efficace/ha													
(e) : épandage autorisé jusqu'au 15 juillet sur cultures irriguées et sur endives, en cas de fractionnement													
(f) : épandage possible d'effluents peu chargés dans la limite de 20 kg N efficace / ha													

■ épandage autorisé
■ épandage interdit

interdit à partir de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou de la culture dérobée et jusqu'au 15/01
 interdit du 1/07 jusqu'à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN et à partir de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou de la culture dérobée et jusqu'au 15/01 (type I) ou 31/01 (type II)
 --> épandage possible de 15 jours avant l'implantation de la CIPAN à 20 jours avant sa destruction

Vu pour le Préfet, par délégation,
17 MAI 2016
 en date du


 Gilles BARSACQ